

Direction régionale et interdépartementale Environnement Energie - UD78

78-2020-08-14-007

Arrêté de mise en demeure concernant la société IMPLUS EU de Limay

*Arrêté préfectoral mettant en demeure la société IMPLUS EU de respecter les prescriptions de
l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour son établissement de Limay*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société IMPLUS EU à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-40397 du 2 décembre 2016 autorisant la société IMPLUS EU à exploiter un entrepôt de deux cellules destinées au stockage de produits combustibles et de polymères sur la commune de Limay (78520), 6 avenue du Val ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mai 2019 qui fait suite à l'inspection du 18 avril 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées 2 avril 2020, suite à la visite de contrôle du 26 février 2020, transmis à l'exploitant par courrier du 27 mai 2020, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 25 juin 2020 et courriel du 8 juillet 2020 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 août 2020 qui fait suite aux observations et documents fournis par l'exploitant ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 26 février 2020 des installations exploitées par la société IMPLUS EU à Limay - 6 avenue du Val, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a notamment constaté ;

- l'absence de dossier de conformité des installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et au dossier d'enregistrement déposé le 28 juin 2016 et complété le 29 août 2016 contraire aux prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- la non présentation de l'autorisation de déversement des eaux pluviales et des eaux usées dans les réseaux d'assainissement communaux contrairement aux prescriptions de l'article 1.6.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ; cela avait été relevé lors de l'inspection du 18 avril 2019 et mentionné dans le rapport de suite d'inspection transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 mai 2019 ;
- l'absence de consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée contrairement aux prescriptions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

- l'absence de marquage dans les deux bassins de rétention du site permettant de vérifier les volumes disponibles pour la rétention en cas d'isolement du site (article 11 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé) ; cette non-conformité avait été relevée lors de la visite de contrôle du 18 avril 2019 et mentionnée dans le rapport transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2019 ; lors des deux visites, il y avait de l'eau au fond des bassins ;
- l'absence d'affichage clairement visible désignant les vannes d'isolement du site et de consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement de ces vannes (article 11 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé) ; cela avait été relevé lors de l'inspection du 18 avril 2019 et avait fait l'objet d'une remarque dans le rapport d'inspection transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2019 ;
- l'absence de consignes écrites et connues du personnel susceptible d'intervenir sur les installations de protection contre la foudre, relatives au contrôle des boîtiers « coup de foudre » sur les installations de protection contre la foudre (article 15 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé) ; cette non-conformité avait déjà été relevée lors de la visite de contrôle du 18 avril 2019 et mentionnée dans le rapport transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2019 ;
- la non présentation des procès-verbaux de réception ou des rapports de contrôle des installations de défense incendie et l'absence de consignes écrites pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système automatique d'incendie, contrairement aux prescriptions de l'article 22 « indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant les observations et documents remis par l'exploitant, par courrier du 25 juin 2020 et courriel du 8 juillet 2020 au vu des non-conformités relevées par l'inspection aux articles 1.1, 11, 15 et 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant cependant que le dossier de conformité pour les installations de désenfumage (DENFC) du 30 mai 2018 de la société « PRIM'INCENDIE SAS » fourni par l'exploitant n'est pas suffisant pour répondre à la non-conformité à l'article 1.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé car l'exploitant n'a pas transmis de dossier de conformité pour toutes les installations du site de Limay (porte coupe-feu, mur coupe-feu...) ;

Considérant que la note de calcul du volume utile des bassins de rétention (344 m³ et 474 m³) fournie par l'exploitant n'est pas suffisante pour répondre à la non-conformité à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ; cette note de calcul a déjà été fournie dans le dossier d'enregistrement ; les volumes réels des bassins présents sur le site ne sont pas connus de l'exploitant qui n'a pas réalisé le marquage permettant de vérifier la disponibilité permanente du volume de 1 503 m³, nécessaire en cas d'incendie dans une cellule ;

Considérant les enjeux en termes de risque d'incendie et le risque de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions des articles 1.1, 1.6.5, 3.1 et 11 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société IMPLUS EU de respecter les prescriptions des articles 1.1, 1.6.5, 3.1 et 11 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le **dé-lai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :

- article 1.1, en transmettant à l'inspection des installations classées un dossier de conformité de ses installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et au dossier d'enregistrement déposé le 28 juin 2016 et complété le 29 août 2016 ;
- article 1.6.5, en transmettant à l'inspection des installations classées l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux ;
- article 3.1, en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;
- article 11, en mettant en place :
 - un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;
 - un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;
 - des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ;

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société IMPLUS EU et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **14 AOUT 2020**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
~~Le Secrétaire Général~~

Vincent ROBERTI

